

EDITORIAL PAR CLAUDE CABANES

La misère et l'humiliation

Décidément, là-bas du côté de Jérusalem, les pages de l'histoire se tournent très vite, un événement chasse l'autre, des hommes en vue disparaissent de la scène et des inconnus y apparaissent, le fracas

des armes se mêle à la fièvre des séquences électorales,

et pourtant l'horizon reste obstinément bouché

et menaçant. Il y a quelques jours encore on espérait que les premières élections législatives palestiniennes allaient apporter un espoir. Aujourd'hui, après

le verdict des urnes, on peut hélas se demander si

le calvaire sur cette terre ne va pas se poursuivre.

Et à la seule question qui vaille - la paix est-elle aujourd'hui plus proche ou plus lointaine ? -

on n'est pas sûr que la réponse sera positive.

Le peuple palestinien, en se rendant massivement dans les bureaux de vote malgré d'innombrables difficultés de toutes sortes, et en faisant preuve

d'un grand calme, a signé un acte de foi remarquable en faveur du principe électoral et démocratique : on admettra que dans

la situation - on a envie d'écrire : dans l'ornière... - où il se débat, en proie

à d'indescriptibles souffrances, l'événement n'est pas banal et mérite

le salut et le respect. Il n'est pas une voix qui se soit élevée hier pour contester la régularité du scrutin, qui a d'ailleurs eu lieu en présence de 900 observateurs étrangers. Et personne donc ne nie la réalité de la victoire de l'organisation islamiste Hamas qui l'emporte sur sa concurrente, le Fatah,

dont l'histoire se confond avec le combat même des Palestiniens et avec le nom de Yasser Arafat.

Il a fallu pour en arriver là - la défaite de l'organisation politique historique qui n'a cessé

de lutter pour que le peuple palestinien dispose d'une terre, d'un drapeau et d'un État - une cristallisation en profondeur, que recouvre un seul mot : le désespoir. Certes, les responsables de l'Autorité palestinienne ont commis des erreurs et des fautes de gestion que ne leur ont pas pardonnées les électeurs. Mais l'essentiel n'est pas là : la détresse matérielle et morale qu'accompagne un fort sentiment de décomposition dans les territoires occupés est devenue insupportable à ceux qui estiment que l'indépendance et donc la paix ne sont plus à portée de génération. Les dirigeants d'hier en ont perdu

une très forte crédibilité : les mots d'ordre du Hamas,

sa charte qui appelle à la destruction de l'État d'Israël, ses méthodes, en ont été crédités d'autant, dans un geste de désespoir. La misère la plus grande combinée

au sentiment de l'humiliation nationale constitue toujours une équation redoutable. C'est vrai pour tous les peuples de la terre, et ça l'est pour le peuple palestinien, crucifié depuis des décennies.

Depuis hier, les dirigeants israéliens, et les dirigeants du monde occidental en général, gémissent sur les dangers de ce nouveau paysage politique palestinien. Que n'y ont-ils pensé plus tôt ? Qu'a-t-on fait à Washington,

à Londres, à Bruxelles ou à Paris pour débloquer

le processus de paix, dont on voit bien que l'enlisement jette de nombreux Palestiniens dans les bras du Hamas ? Les plus hautes autorités politiques israéliennes mesurent-elles la responsabilité qu'elles portent dans

la situation, en n'ayant rien fait pour contenir le chaos qui régnait dans les « territoires » ? Début janvier, par exemple, un responsable israélien de la défense, Shaoul Mofaz, n'excluait pas de négocier avec le Hamas, pourtant désigné jusque-là comme mouvement terroriste infréquentable. On ne pouvait faire mieux pour affaiblir Mahmoud Abbas et le Fatah : le résultat donne

des sueurs froides. À moins que, pour certains cercles politiques israéliens, aucune construction pacifique durable ne soit possible avec les Palestiniens : il vaudrait donc mieux avoir affaire au diable.

Quoi qu'il en soit, le pire aujourd'hui serait d'isoler

le peuple palestinien et de l'abandonner à son désespoir.

Par Claude Cabanes

